

**ARRETES****PRIMATURE**

**ARRETE N°01-0710/PM-RM** Portant création, composition et fonctionnement du Comité Consultatif du Secteur Coton.

**Le Premier Ministre,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°01-042/P-RM du 5 février 2001 portant création de la Mission de Restructuration du Secteur Coton ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé auprès du Premier Ministre un organe consultatif dénommé « Comité Consultatif du Secteur Coton (CCSC).

**ARTICLE 2 :** Le Comité Consultatif a pour mission d'appuyer le Chef de la Mission de Restructuration du Secteur Coton dans ses tâches de réforme de la filière coton.

**ARTICLE 3 :** Le Comité Consultatif du Secteur Coton est composé comme suit :

Président : Le Chef de la Mission de Restructuration du Secteur Coton ;

Membres :

- le Représentant du Ministre chargé des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières ;
- le Représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- le Représentant du Ministre chargé du Développement Rural ;
- le Représentant du Ministre chargé de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;

- le Représentant du Ministre chargé de l'Environnement ;

- le Représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;

- six (6) représentants des Producteurs ;

- le Président -Directeur Général de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;

- le Directeur Général de l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) ;

- les Représentants des Partenaires au Développement.

**ARTICLE 4 :** Le Comité Consultatif du Secteur Coton se réunit deux fois (2) par an en session ordinaire. Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

**ARTICLE 5 :** Le Comité Consultatif du Secteur Coton peut solliciter l'avis et le concours de toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 13 avril 2001**

**Le Premier Ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

---

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**

---

**ARRETE N°01-1796/MAEME-SG** Portant nomination de Chefs de Départements à la Direction des Affaires Juridiques.

**Le Ministre des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-047/P-RM du 25 septembre 2000 portant création de la Direction des Affaires Juridiques ;